Le Mémorandum 2011

Révéléateur d'une crise de la théologie catholique

The 2011 Memorandum. Indicator of the catholic theology crisis

El Memorandum 2011. Revelador de una crisis de la teología católica

Isabelle Jonveaux

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/assr/25124>

DOI : 10.4000/assr.25124

ISSN : 1777-5825

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2013

Pagination : 183-202

ISBN : 978-2-71322395-2

ISSN : 0335-5985

Référence électronique

Isabelle Jonveaux, « Le Mémorandum 2011 », *Archives de sciences sociales des religions* [En ligne], 162 | 2013, mis en ligne le 01 juillet 2016, consulté le 22 mars 2021. URL : <http://journals.openedition.org/assr/25124> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/assr.25124>

Isabelle Jonveaux

Le Mémorandum 2011

Révéléateur d'une crise de la théologie catholique ¹

28 septembre 2011. Dans une salle d'apparat de l'Université de Graz en Autriche, professeurs, chercheurs et assistants de la faculté de théologie sont réunis pour un dîner officiel et ô combien ritualisé en l'honneur de l'anniversaire de l'évêque et de ses 50 ans d'ordination. Au cours de cette soirée où les discours officiels alternent avec les pièces musicales d'un quatuor à cordes et les communications scientifiques, la faculté d'État et l'Église mettent en scène leurs cordiales relations au service d'un même but divin. Pourtant, derrière cette apparente entente, la théologie et l'Église vaticane se trouvent depuis quelques mois prises au cœur d'une tourmente critique soulevée en janvier 2011 par la publication d'un Mémorandum signé par plus de 500 professeurs de théologie, bientôt suivie par une contre-pétition « *Pro Ecclesiae* ». Sociologue des religions plongée au cœur d'une faculté de théologie, j'ai mis à profit ma position privilégiée pour comprendre ce que révèlent profondément ces signaux sur le statut actuel de la théologie, donc de la science religieuse au sens propre du terme, dans une société sécularisée. La thèse que je soutiens ici est de lire ce que les théologiens de langue allemande identifient comme une « crise de Dieu » (*Gotteskrise*) ou « crise de l'Église » (*Kirchenkrise*) comme une crise de la théologie dans son statut scientifique et ses rapports à l'Église. Nous verrons que cette crise de la théologie pose à nouveau, avec plus d'acuité, la question récurrente de son statut scientifique, déjà étudiée dans une approche sociologique pour le cas particulier de l'exégèse biblique (P. Lassave, 2007). Mais au-delà, j'espère aussi montrer que ces remous révèlent une crise du statut du théologien dans le système religieux moderne et engendre par là une nécessaire redéfinition de l'autorité religieuse. Cet article vise donc à une sociologie de la théologie ou plus exactement du champ théologique non pas dans le contenu de cette science, mais dans ses enjeux par rapport à l'institution religieuse et à la société. J'essaierai de suivre les traces de

1. Cette recherche a été financée par le FWF (Der Wissenschaftsfonds) A26E 110300001. Je remercie Pierre Lassave du Centre d'études interdisciplinaires des faits religieux et Theresia Heimerl de l'université de Graz pour leurs relectures de mon texte et pour leurs enrichissantes suggestions.

Jean Séguy, qui avait déjà parlé d'une crise de la théologie (J. Séguy, 1972), même s'il s'agira plus ici d'une tentative de sociologie des théologiens, dans leur position dans le champ religieux, mais aussi, parallèlement, dans le champ de la connaissance. Cet article repose sur ce que l'on pourrait appeler une observation participante dans une faculté de théologie autrichienne, où les discussions avec mes collègues m'ont permis peu à peu, et mieux que n'importe quel livre, de comprendre le statut particulier de la théologie à l'université. Elle repose aussi sur l'étude de divers documents écrits par des théologiens des deux bords pour apporter matière au débat, ainsi que sur l'observation d'une matinée de débats sur le Mémoire organisé par la faculté et une enquête par questionnaire² auprès des enseignants et chercheurs de la faculté qui a malheureusement rencontré peu de succès puisque que je n'ai recueilli que 11 questionnaires remplis.

La théologie à l'université : une tradition germanique

Pour comprendre le statut de cette science particulière dans l'espace germanophone, il faut tout d'abord planter le décor de ce que sont les facultés de théologie. Je parle bien ici des facultés de théologie dans les universités publiques d'État, non pas de celles appartenant à l'Église. Ces facultés sont toutefois confessionnelles dans le sens où elles se réclament d'une religion particulière, le plus souvent dans l'espace germanophone, catholique ou protestante. Mon propos ici prendra place dans le cadre des facultés catholiques, et plus particulièrement en Autriche, pour étudier leur relation avec l'Église romaine. La situation de ces facultés et leur population ne ressemble en rien à celles de la France, comme les biblistes étudiés par Pierre Lassave (P. Lassave, 2011). Cette population, en moyenne plus jeune, ne semble pas être en voie de disparition. Comme pour pratiquement toute autre discipline universitaire en ce début du XXI^e siècle, les jeunes diplômés en théologie peinent à trouver un poste du fait de leur nombre supérieur à celui des postes ouverts. Pour la majorité des étudiants, il s'agit de leur formation initiale, directement entreprise après le bac (*Matura*) car il existe en Autriche différents débouchés possibles après de telles études. La théologie de l'espace germanophone n'est donc pas, par sa professionnalisation, comparable à celle de la France. Bien qu'étatiques, ces facultés ne sont cependant pas indépendantes de l'Église et c'est ici que la problématique se resserre autour des relations entre les lieux de production de la théologie et l'institution religieuse. En effet, le programme des études n'est pas décidé de manière unilatérale par les professeurs, mais doit suivre, comme défini par le Concordat, les instructions officielles de l'Église en matière d'enseignement de la théologie. En accord avec le Concordat, l'évêque est libre de déterminer le nombre de postes qu'il souhaite

2. Le questionnaire se composait de 13 questions fermées et trois questions ouvertes, ces dernières ayant fait souvent l'objet d'un développement intéressant de la part des enquêtés.

réserver à des prêtres³. Certaines chaires clefs de la théologie, comme la dogmatique, leur seront souvent réservées. En outre, « personne ne peut enseigner à la faculté de théologie sans un “*placet*” de l’Église » (A. Loretan, 2004 : 86). Cette autorisation épiscopale est toujours d’actualité et les arrangements possibles ne dépendront que de chaque évêque particulier. On recense en effet différents cas de professeurs auxquels cette autorisation n’a pas été accordée ou a été retirée si leurs travaux ne correspondaient pas aux désirs de l’Église. De même, un changement du statut religieux peut entraîner la suppression de ce *placet* ; un prêtre qui quitte le sacerdoce ne pourra continuer à enseigner à la faculté de théologie. L’indépendance de ces facultés est donc relative et d’emblée, ne les met pas sur un pied d’égalité avec les autres disciplines. Soulignons aussi que, lorsque je parle de théologie, il ne s’agit pas uniquement de science biblique, mais de théologie en général qui se compose de plusieurs spécialités, qui correspondent aux différents « instituts » des facultés : Nouveau et Ancien Testament (sciences bibliques), histoire religieuse, théologie pastorale, philosophie, science de la liturgie et hymnologie, pédagogie religieuse (pour enseigner la religion à l’école), théologie œcuménique, éthique, droit canon, théologie fondamentale, théologie morale et dogmatique.

Les facultés autrichiennes de théologie

Les facultés publiques de théologie autrichiennes sont au nombre de quatre : Vienne, Graz, Salzbourg et Innsbruck. Leur statut juridique est exactement le même que les autres facultés, y compris pour les professeurs qui sont des employés de l’État⁴ même si le « *placet* » leur est nécessaire. Le Concordat autrichien de 1933 régit les relations entre l’Église et l’État. Les accords entre l’Église et ordres religieux d’une part et les facultés de théologie d’autre part font aussi de ces dernières des lieux de formation pour les prêtres et religieux. Ainsi les séminaristes de Graz suivent les cours à la faculté de théologie et ce cursus est reconnu depuis les années 1970 comme un véritable diplôme universitaire. Les novices franciscains fréquentent aussi cette faculté quand les jeunes moines de l’abbaye bénédictine de Kremsmünster sont envoyés à l’université de Salzbourg pour obtenir le master (ou *magister*) qui leur permettra d’être ordonnés prêtres. En outre, le séminaire de Graz, devenu trop grand pour le nombre actuel de séminaristes, sert souvent d’annexe à la faculté, pour les réunions d’accueil des étudiants en début d’année, les journées de réflexion pour le personnel scientifique et administratif, ou les messes des étudiants ; ce qui témoigne d’un degré

3. Dans la limite où les candidatures de prêtres reçues sont effectivement de la qualité requise, dans le cas contraire et vu le nombre toujours en baisse de prêtres se présentant aux postes à l’université, il n’est pas rare que le poste soit finalement accordé à un laïc plus qualifié.

4. Au sens strict du terme, depuis le milieu des années 2000, les professeurs d’université autrichiens ne sont plus des fonctionnaires.

élevé d'intégration mutuelle entre ces facultés et l'institution religieuse. Elles sont en outre le lieu de formation des virtuoses religieux mais aussi des futurs dirigeants de l'Église, ce qui fait d'elles des lieux stratégiques pour l'institution ecclésiale. Le paysage de la théologie autrichienne ne se limite cependant pas à ces facultés étatiques car l'Autriche compte aussi plusieurs *Hochschulen* privées de théologie, à Linz par exemple, qui délivrent les mêmes diplômes que les universités, mais appartiennent aux diocèses. Le cas de la *Hochschule* du monastère de Heiligenkreuz est cependant particulier ⁵. Abbaye cistercienne proche de Vienne, Heiligenkreuz bénéficiait d'un soutien particulier du pape Benoît XVI venu en personne inaugurer la nouvelle école de théologie à son nom. Facultés étatiques, diocésaines et monastiques sont donc les trois types de lieux d'enseignement et de recherche en théologie que possède ce petit pays de tradition catholique ⁶. Les divergences de position entre ces institutions, notamment dans leur rapport à l'Église, engendrent diverses tensions. L'école de théologie d'Heiligenkreuz par exemple, n'invite que rarement des représentants des universités publiques de théologie lors de ses manifestations scientifiques. Dans un entretien, un moine me disait qu'un point fort de ce monastère est de posséder une « *Hochschule catholique* », sous-entendant que les autres facultés ne le sont pas réellement. De leur côté, les universitaires considèrent cette institution de moindre valeur scientifique car trop attachée à exprimer la validité de ses croyances, même si naturellement, ces prises de positions demeurent le plus souvent tacites. Ces dernières découlent essentiellement des modalités du lien entretenu par les théologiens avec l'Église. Selon qu'ils sont employés par l'État ou l'Église, leur rapport à la science théologique ne saurait être le même. Un professeur d'université – prêtre ou laïc – est théoriquement libre dans ses recherches que l'Église ne peut contrôler. Seul le droit d'enseigner peut être retiré, mais l'Église ne peut empêcher la publication d'un article. En revanche, les professeurs des écoles diocésaines ou monastiques, employés par l'Église, sont soumis à un plus grand contrôle dans leurs recherches. Entre les deux extrêmes qui seraient, d'une part, une théologie pour l'Église et de l'autre, une théologie pour la science, se déclinent divers types d'approches de la théologie qui auront souvent à voir avec le statut officiel des théologiens, qui n'est pas uniquement réduit à l'état, ordonné ou non. Le champ de la théologie autrichien est donc loin d'être uniforme et se font jour plusieurs fractures que l'affaire du Mémorandum permet de mieux cerner. Par ailleurs, les liens entre universités publiques et Église conduisent aussi à rendre visible le monde universitaire dans le milieu religieux. Ainsi par exemple, les professeurs de la faculté de théologie de Graz défilent en toge au milieu des confréries

5. J'ai effectué en décembre 2011 et juillet 2012 des enquêtes de terrain au monastère de Heiligenkreuz dans le cadre de mes recherches sur le monachisme.

6. 73,6 % des Autrichiens sont catholiques (Statistik Austria 2011) et parmi eux, 34,8 % vont à la messe une fois par mois ou plus (Enquête Européenne sur les Valeurs 2008, fichier SPSS). Les cours de religions sont proposés dans toutes les écoles.

et ordres religieux en habit pour la procession annuelle de *Fronleichnam*, la Fête-Dieu. Cette présence universitaire dans les moments de mise en scène sociale de la visibilité religieuse peut donner *a priori* à penser à une intégration des théologiens dans le cercle de l'autorité religieuse, mais nous allons voir que c'est justement une pierre d'achoppement des relations entre théologiens et Église.

Le théologien dans la sociologie des figures religieuses

Pour étudier la figure du théologien, interrogeons tout d'abord la sociologie classique. Max Scheler, dans son étude sociologique sur les héros, saints et génies, classe les théologiens dans la catégorie des saints en les situant à mi-chemin entre les « saints rois » et les artistes inspirés (Scheler, 1957 : 275). Le théologien est en effet celui qui définit scientifiquement la croyance pour les fidèles. Dans le cas catholique, il a pour rôle d'expliciter, d'analyser ce qu'on appelle la « révélation » et de construire un système cohérent de dogmes qui structurent le système de croyance. D'un point de vue sociologique, le théologien n'est pas un prophète, il n'apporte pas lui-même une nouvelle vérité religieuse ni un message divin mais travaille sur le corpus sacré existant. Toutefois, Scheler le classe parmi les saints, ce qui correspondrait dans le vocabulaire de Max Weber à la catégorie de virtuose. Le théologien est-il donc un virtuose ? Une tradition théologique associe en effet sainteté et travail théologique car la compréhension du système sacré et de la création divine au sens large serait d'autant plus fine que le théologien est en connivence spirituelle avec Dieu, qu'il reçoit de ce dernier un don particulier pour la compréhension de ce qui reste obscur au plus grand nombre. Régis Dericquebourg note que « l'expression charisme de l'illumination est employée par Weber lorsqu'il évoque la tension entre le savoir religieux et la connaissance intellectuelle » (R. Dericquebourg, 2007 : 27). Ce charisme, selon Weber, ne s'acquiert pas par un lent travail d'acquisition de la connaissance, il est le « salaire d'une ascèse contemplative méthodique » (R. Dericquebourg, 2007 : 27). Toutefois, l'étude, qui fut en Occident une spécialisation monastique, se compose certes de la *lectio divina* mais aussi d'un travail intellectuel sur les textes qui n'a rien de contemplatif. De son côté, J.-P. Albert évoque aussi pour le théologien « la nécessité d'être inspiré » (J.-P. Albert, 2011 : 50) qui lui permettra d'interpréter les mystères de la révélation. C'est pour cette raison que « tous les pères et docteurs de l'Église dont l'autorité a été durablement reconnue ont été érigées au rang de saints » (*id.* : 50). Cependant, comme nous le verrons par la suite, ces catégories classiques sont associées à une situation historique donnée et l'accès au statut de théologien pour des laïcs, hommes et femmes, va bouleverser la définition de ce rôle et la répartition des tâches dans l'Église.

La protestation dans l'Église

C'est dans ce contexte qu'intervient en janvier 2011 le Mémorandum qui sera signé par plus de 300 professeurs de l'espace germanophone et plus de 200 du monde entier⁷. Il est intéressant de souligner qu'il ne s'agit pas d'une contestation ouverte contre l'Église venant de groupes opposés, mais bien d'une protestation interne venant de la part de membres se considérant bien comme appartenant à ce groupe, mais qui en ont été déçus. Cette protestation et la réaction qui a suivi peuvent alors s'analyser en termes de « *voice* » ou « *loyalty* », selon la typologie construite par Hirschman (A. O. Hirschman, 1970) des réactions possibles face à un mécontentement envers le groupe d'appartenance – dans son étude, l'entreprise – en fonction du coût d'engagement. Si ce coût est faible, l'individu peut choisir de sortir pour exprimer son mécontentement. Dans le cas contraire, attachés à la communauté, les membres tâchent de trouver d'autres moyens de s'exprimer. L'un sera l'expression – la voix –, l'autre, la loyauté, c'est-à-dire le rappel du soutien au groupe, ou parfois encore, le silence. Pour les théologiens qui ont signé le Mémorandum, leur « expression » ne serait pas un acte de déloyauté, car ce texte exprime bien des « préoccupations », des « soucis » par rapport à l'Église comme le prouve le vocabulaire employé, ce qui témoigne de leur fidélité à l'institution.

La « voix » du Mémorandum

Déçus par l'Église et son manque d'adaptation à la modernité, certains théologiens ont décidé d'exprimer leur mécontentement en rédigeant et signant cette pétition intitulée : « *Kirche 2011 : ein notwendiger Aufbruch* », « Église 2011 : un renouveau indispensable ». Ce texte avait pour point de départ la protestation contre la manière dont l'Église a traité des cas de pédophilie en Allemagne et souhaitait attirer l'attention du pape sur ce point lors de sa visite. « Le Mémorandum est l'expression d'une inquiétude face à la difficulté de garantir, de manière crédible, dans et avec l'Église, le témoignage de l'Évangile. Il fait également écho à la crise sévère de l'Église catholique survenue en 2011. » (M. Heimbach-Steins, 2011 : 9). Il se positionne donc bien, non pas comme une critique extérieure, mais comme une volonté de faire évoluer l'institution de l'intérieur sans rompre avec elle. Rainer Bucher, professeur de Théologie Pastorale à l'Université de Graz, souligne en effet que les participants appartiennent bien au « peuple de Dieu » (R. Bucher, 2011 : 42). Toute rupture est donc exclue, ce qui est prouvé en miroir par le fait qu'aucun des signataires n'a vu son *placet* retiré. Il faut dire aussi que l'ampleur du mouvement rendait une telle sanction de la part de l'Église délicate. La même situation s'est renouvelée avec l'appel à la désobéissance des

7. Ayant le grade de Professeur d'université, ou habilités.

prêtres autrichiens en juin 2011. Canoniquement, selon un professeur de théologie de Graz, ces prêtres étaient tous passibles d'excommunication mais l'évêque n'a pas donné suite à cette affaire. Partant du constat d'une gestion périlleuse par l'Église des affaires de pédophilie impliquant des prêtres et religieux dans un collège de Berlin, ce texte, présenté comme une pétition, appelle l'Église à des réformes « profondes, nécessaires et urgentes », concernant six points principaux : la participation des fidèles aux structures décisionnelles de l'Église, la redéfinition du rôle du prêtre dans les grandes paroisses avec l'implication « d'hommes mariés et de femmes aux ministères ecclésiaux », « la culture du droit », la « liberté de conscience » pour ne pas exclure de l'Église les divorcés-remariés et les homosexuels, la « réconciliation » par solidarité avec les pécheurs, et en enfin, un paragraphe sur la liturgie, pour que « les formes d'expression contemporaines » puissent y trouver leur place. Les axes abordés par cette pétition sont loin d'être révolutionnaires et reprennent au contraire des points de tension qui agitent l'Église depuis quelques temps. Il se veut un diagnostic fidèle des problématiques actuelles sur lesquelles les théologiens souhaitent attirer l'attention de l'Église. Cet angle d'approche proposé par le Mémorandum vient confirmer l'analyse d'Yves Ledure (Y. Ledure, 2010) sur le déplacement du référentiel divin vers le référentiel humain, et plus précisément du référentiel de l'esprit vers le référentiel du corps, qui provoque un hiatus entre l'Église et son peuple. De nombreux points de ce texte ont en effet un rapport avec l'identité corporelle ou sexuelle. Mais plus que les thèmes abordés, ce qui nous intéresse ici est ce que ce texte révèle sur la théologie germanophone actuelle. L'intérêt du texte est en effet de montrer que les théologiens se font l'écho de questions soulevées par l'opinion publique, y compris non catholique. Toutefois, ces sujets sont abordés avec subtilité pour ne pas éluder en une phrase des problèmes théologiques de fond. En effet, un professeur de Théologie Fondamentale de Graz me disait que le mariage des prêtres ou l'ordination des femmes ne sont pas demandés comme tels. La formulation évoque « un besoin d'hommes mariés et de femmes dans les ministères ecclésiaux », car, me disait-il, cela pose des questions profondes sur la capacité – théologiquement définie – des femmes, en tant que femmes, à être ordonnées, ce que la théologie ne peut résoudre en une pétition. Une phrase claire demandant l'ordination des femmes l'aurait dissuadé de signer le Mémorandum. Même si, à première vue, ce texte semble effectivement une pétition parmi d'autres de mécontents de l'Église, il demeure en réalité un texte de théologiens dans le sens où, même si les arguments ne sont pas développés par un souci de concision, les points évoqués sont – selon eux – recevables théologiquement. Il ne s'agit donc pas seulement d'une contestation de fidèles, mais bien d'une action de théologiens qui attirent l'attention de l'Église sur sa capacité ou incapacité à adapter le dogme au temps présent.

La « loyauté » de la pétition *Pro Ecclesia*

En réponse à ce texte de protestation, d'autres théologiens optent pour l'expression de la loyauté avec une pétition opposée intitulée « *Petitio Pro Ecclesia* ». Le titre latin positionne d'emblée ce texte par rapport à l'autre, comme étant dans la ligne traditionnelle de l'Église. Moins qu'une réfutation point par point du Mémoire, il vise à appeler le soutien des évêques pour endiguer des conséquences néfastes que pourrait avoir la première pétition sur les fidèles, les prêtres et les étudiants en théologie par les tentatives d'ébranler des fondements de l'organisation de l'Église. Mais l'intérêt de ce texte est surtout de révéler, comme déjà pressenti, qu'il s'agit bien d'une affaire de théologiens. Les points trois et quatre de la pétition « *Pro ecclesia* » méritent d'être rapportés :

« 3. Assurez s'il-vous-plaît, en tant que bergers, que la recherche et l'enseignement dans les facultés de théologie et les institutions s'effectuent dans le respect de la nécessaire liberté de la science en accord avec l'enseignement de l'Église. Nous avons besoin d'enseignants et de professeurs qui étayent la foi intellectuellement et par le discours et qui ont quelque chose à dire à notre société sécularisée aussi dans les discours scientifiques à l'Université.

4. Montrez-vous aussi s'il-vous-plaît responsables envers les étudiantes et étudiants de tous les domaines de la théologie (les candidats au sacerdoce ou à l'enseignement, les futurs responsables pastoraux et paroissiaux). Donnez-leur, à travers la nomination d'accompagnateurs spirituels appropriés, un signal clair que l'étude la théologie ne peut avoir de sens qu'avec l'Église – et en aucune sorte contre l'Église. »

Ces extraits montrent clairement l'enjeu pour la théologie elle-même, dans ses rapports à l'Église, qui se joue au travers de ces textes et ils réaffirment la position de loyauté vis-à-vis de l'institution. Principalement, cette pétition conteste aux théologiens le droit et la pertinence de critiquer ouvertement les positions de l'institution ecclésiale en temps de crise. Elle invalide aussi la possibilité d'une théologie qui se ferait en dehors – ou à l'encontre – de l'institution. On trouve sur le site de cette contre-pétition 13 928 signataires, mais on ne peut malheureusement accéder à leurs noms et qualités. Contrairement au Mémoire dont c'était le principe, cette pétition n'a pas été signée uniquement par des professeurs de théologie habilités, mais aussi par des prêtres, ou toute personne, laïque ou consacrée, se sentant concernée. Elle ne se situe donc pas sur le même plan que le Mémoire car, si elle pointe un problème interne à la théologie – et qu'elle souhaite sans doute le circonscrire à ce champ pour ne pas fragiliser une institution et ses membres déjà confrontés à une crise de plausibilité –, en ouvrant ses signatures plus largement elle déplace malgré tout le lieu de la protestation – ou contre-protestation – à l'ensemble de l'Église. Le Mémoire en revanche se voulait une discussion de théologiens avec les instances décisionnelles de l'Église.

Quand les théologiens entrent en scène

Les discussions, parfois houleuses, sur des forums Internet ou dans les facultés, auxquelles ces deux pétitions opposées ont donné lieu, permettent de mieux saisir les enjeux soulevés par ces textes et les analyses de la réalité qui les ont

engendrés. Elles mettent à jour notamment une typologie différenciée des rapports des théologiens à l'Église. Le débat porte sur la question d'une crise de l'Église (*Kirchenkrise*) ou d'une crise de Dieu (*Gotteskrise*). La première, soutenue par les partisans du Mémorandum, rend l'Église directement responsable de ses tensions actuelles. Quant à la seconde, elle place ces difficultés à un niveau supérieur, indépendantes des acteurs de l'Église, puisqu'il s'agirait surtout d'une crise du croire dans une société qui rejette Dieu, une forme donc, de sécularisation. Dans une interview sur le site *Kath.net*, Peter Seewald, partisan de *Pro Ecclesiae* explique : « Les gens savent très bien que la question ici n'est pas vraiment celle du célibat, mais, pour faire court, d'un dramatique déclin de la foi. »⁸ La crédibilité de l'Église est donc au cœur de cette dialectique, mais d'un côté l'Église en est – entre autres – responsable, alors que de l'autre, elle n'en serait que la victime. Cette dialectique est aussi celle qui est ressortie du débat sur le Mémorandum organisé à l'université de Graz. Mais au-delà, ne serait-on pas finalement face à une crise de la théologie comme conséquence de la sécularisation ? Aux dires des théologiens, le but espéré du Mémorandum n'était pas de changer directement tous ces points évoqués, mais beaucoup plus, « d'apporter des stimulations contre la stagnation », de « secouer », d'« attirer l'attention sur certaines préoccupations »⁹, et les termes d'appel reviennent plusieurs fois. Seuls deux théologiens sur dix réponses reçues ont affirmé l'influence possible de ces pétitions sur les décisions de l'Église mais ils n'ont, étonnamment, signé aucune des pétitions. Quatre ne savaient pas. Le but était donc d'attirer l'attention de l'Église sur des dysfonctionnements, et de permettre ainsi l'ouverture d'un dialogue. R. Bucher explique en effet que le Mémorandum est tout d'abord un cri (*Aufschrei*) et un appel (*Appell*) (Bucher, 2011) qui dénoncent la situation non satisfaisante de la théologie dans l'Église : « Et c'était en même temps l'appel à la hiérarchie ecclésiale, de cesser enfin son mépris de la théologie, quand il s'agit ici de l'organisation de l'avenir de l'Église. Malheureusement, le Mémorandum a prouvé cela : le large désintérêt pour la théologie scientifique en ce qui concerne l'avenir de l'Église catholique d'Allemagne. » (R. Bucher, 2011 : 43). L'enjeu au cœur du Mémorandum est donc celui-ci : attirer l'attention de l'Église sur ce que la théologie comme science a à lui dire sur sa crise actuelle. Et par là, amener l'Église à reconnaître la capacité de la théologie à lui apporter des clefs pour son avenir. Ces théologiens dénoncent donc un manque de reconnaissance par l'Église et vont même, nous l'avons vu avec Bucher, jusqu'à parler de mépris (*Missachtung*). Cela signifie aussi en regard que la théologie considère avoir un rôle vis-à-vis de l'Église. Il s'agit donc bien d'une crise de la théologie dans son sens et son rôle pour l'Église. Dans le camp opposé, certains théologiens lisent aussi le Mémorandum comme la preuve d'une crise de la théologie, mais dans

8. Interview du 8/02/2011, disponible sur *kath.net*

9. Il s'agit d'extraits de réponses du questionnaire à la question : « Quel était selon vous le but du Mémorandum ? ».

le sens où celle-ci – par un trop grand souci d’attitude scientifique et critique – se serait « éloignée de l’Église et de sa foi »¹⁰. Le Pr Joseph Schumacher, prêtre interrogé sur *Kath.net*, ajoute : « Il est du ressort naturel de l’évêque d’alerter les théologiens lorsqu’ils dépassent les limites de la foi catholique, lorsqu’ils nomment des enseignants qui ne sont plus unis à la foi catholique. »¹¹ L’Église demande en effet à ses théologiens et collaborateurs de signer une *Professio fidei* qui affirme leur fidélité aux dogmes catholiques avant leur engagement. Mais l’appartenance personnelle des théologiens aux croyances qu’ils étudient est mise en question en régime de bricolage religieux et de recul des croyances traditionnelles. La question se pose alors de la possibilité de pratiquer une telle science si l’adhésion à la foi n’est plus présente. Ces interrogations prouvent donc le statut particulier de cette science qui serait, selon cette tendance, invalidée en l’absence d’une adhésion de croyance. Pour autant, sommes-nous uniquement face à un conflit théologique ? Il semble en réalité s’agir surtout d’un conflit de théologiens. « Les conflits pour la conquête de l’autorité spirituelle qui s’instaurent dans le sous-champ relativement autonome des savants (théologiens) produisant pour d’autres savants et portés par la recherche proprement intellectuelle de la *distinction* à des prises de position schismatiques dans le domaine de la doctrine et du dogme sont voués par leur nature à demeurer circonscrits au monde “universitaire” et la transformation de ce que nous appellerons les schismes cléricaux en hérésies populaires est peut-être toujours plus apparente que réelle. » (P. Bourdieu, 1972 : 323). Dans le cas présent, si le débat a été lancé dans le milieu théologique, et qu’il concerne en grande partie les théologiens et leur statut, il n’est cependant pas un débat uniquement intellectuel sur des questions étrangères aux laïcs ordinaires, mais concerne bien l’organisation de l’Église elle-même et la place qu’elle donne aux laïcs, en traitant de questions déjà présentes dans la sphère publique. C’est pour cette raison que les fidèles ont pu entrer dans le débat par le biais des forums et que la pétition *Pro Ecclesia* a touché un vaste public de signataires.

La protestation contre un statut mal défini ?

L’utilisation de la voie protestataire prouve l’impuissance des théologiens à se faire entendre par la voie institutionnelle. C’est pourquoi, pour utiliser un vocabulaire de sociologie des mouvements sociaux, ils sont entrés dans l’arène contestataire. Les différentes réactions à ces textes font en effet apparaître un statut mal défini du théologien dans l’Église. D’un côté, les théologiens se plaignent de la sous-reconnaissance par l’Église de leur apport scientifique au

10. Contribution posé par le Pr Joseph Schumacher, prêtre du diocèse de Münster, sur le site *Kath.net*, le 25/02/2011 : « “Freiheit theologischer Wissenschaft” ist zur Ideologie degeneriert ».

11. *Id.*

système religieux. De l'autre, on observe des accusations, issues de membres de l'Église, d'une dissolution de la foi des théologiens dans leurs méthodes scientifiques. En outre, on remarque aussi de la part de croyants (on peut le voir dans les commentaires anti-Mémorandum publiés sur le site *Kath.net*) une critique de « l'arrogance des théologiens » comme se réservant le monopole de la connaissance religieuse, alors que les visiteurs de ce forum plaident pour un système où le principe de la révélation donnerait potentiellement à chaque croyant un accès à la connaissance religieuse. Mais la distinction entre ce qui est de l'ordre de la foi et de l'ordre de la connaissance apparaît souvent floue. Sur *Kath.net*, où l'on assiste au véritable lynchage d'un professeur de théologie de Graz, signataire du Mémorandum, mais qui s'est inscrit sur un forum qui soutient la pétition opposée, le débat, originellement théologique, se déplace en effet dans le champ de la croyance, où la sensibilité et l'intelligence personnelle de la foi tentent de s'opposer aux arguments scientifiques. Dans l'univers catholique où le statut de théologien est encore pour la majorité des croyants associé à un rôle religieux particulier dans l'Église, le statut de la théologie comme lieu scientifique de débat sur la foi semble donc mal reconnu par les croyants qui l'assimilent souvent à un simple développement de la foi. D'où certaines incompréhensions entre laïcs théologiens et non théologiens sur le statut respectif de chacun, qui ne se joue pas dans le champ de la hiérarchie religieuse. Le statut du théologien laïc est donc à définir. Dans une enquête sur les étudiants de la faculté de théologie de l'Institut Catholique de Paris, Jean-François Barbier-Bouvet et Eric Vinson ont montré que 29 % de ces théologiens laïcs estiment que leurs connaissances sont sous-utilisées par l'Église et 42 %, qu'elles sont peu utilisées (J.-F. Barbier-Bouvet et E. Vinson, 2010). Toutefois, il faut aussi souligner qu'en France, la majorité de ces étudiants – 85 % selon cette même source – font ces études pour eux, pour mieux comprendre la foi. On n'est donc pas dans un système de professionnalisation laïque de la théologie, car la plupart de ces diplômés en théologie qui s'engagent pour l'Église le font bénévolement. Inversement, la présence de cours de religion à l'école publique, comme en Autriche, a une incidence directe sur la professionnalisation de cette discipline pour les laïcs, qui vont, pour la plupart, effectuer ces études dans le but d'enseigner¹² et comme nous l'avons dit plus haut, en formation initiale. La reconnaissance de la science théologique comme apport pertinent à la foi n'est donc pas acquise de soi, et principalement, lorsqu'il s'agit de théologiens laïcs, qui seront souvent suspectés de ne pas avoir l'objectivité religieuse requise. Ainsi dans les années 1950, Yves Congar exprime ses

12. Dans une étude malheureusement un peu ancienne (1982-1990), réalisée en Autriche sur les étudiants en théologie du 4^e semestre (fin 2^e année), Th. Köhler et B. Schwaiger (1996) montrent que 23 % de ces étudiants évoquent le métier de professeur de religion comme motif pour leurs études, 35 % des postes de pastorale (donc dans l'Église). La proportion semble aujourd'hui plus élevée concernant l'enseignement. Nous avons le projet de lancer en début d'année universitaire 2012-2013 une enquête par questionnaire auprès des étudiants de la faculté de théologie pour comprendre leurs motivations.

réticences : « Leur théologie [des laïcs], parfois, se ressent trop de leurs engagements culturels, politiques et temporels ; elle risque d'être mise au service de thèses dont l'inspiration ne vient pas d'elle et qui compromettent son équilibre. » (Y. Congar, 1954 : 432). Toutefois, il nous faut aussi souligner qu'ici, les signataires du Mémorandum ne sont pas seulement des laïcs – même s'ils sont majoritaires – mais aussi des prêtres ou religieux. Cela signifie que ce sentiment de manque de reconnaissance n'est pas associé uniquement au statut de laïc, mais réunit dans la même préoccupation des prêtres ordonnés. Les frontières des catégories se brouillent donc et permettent d'unir dans un même ensemble les théologiens, ordonnés ou laïcs, dans leurs revendications par rapport à leur statut scientifique dans l'Église. L'intérêt sociologique du Mémorandum réside donc aussi dans ce qu'il révèle sur la théologie, les théologiens et le rapport à l'Église en régime de sécularisation. Car il s'agit bien d'une recomposition des rôles religieux par rapport à l'enjeu de la connaissance.

Quel statut pour la science religieuse ?

La publication du Mémorandum a fait ressurgir dans le remous des discussions la question épineuse du statut scientifique de la théologie. Si l'hébergement des facultés de théologie dans les universités d'État prouve en théorie la reconnaissance de cette matière comme science, elle n'est cependant pas une discipline ordinaire du fait du statut particulier de ses spécialistes vis-à-vis de l'Église. À la question de savoir si la théologie est une science comme les autres, quatre des théologiens interrogés répondent par l'affirmative, deux répondent non et cinq optent pour un « oui et non » souvent accompagné d'une explication qui distingue la méthode scientifique du rapport à la croyance et à l'institution ecclésiale. La réponse n'est donc pas si claire, y compris pour les théologiens eux-mêmes. En avril 2011, les doctorants en théologie de Graz ont ainsi tenu leur *Stammtisch* trimestrielle sur cette question : « La théologie est-elle une science ? ». Dans le questionnaire envoyé aux membres de la faculté de théologie, la première question portait sur la définition de la théologie. Les résultats font majoritairement état – ce qui rejoint sans doute la définition officielle – d'une approche scientifique de la foi. Le terme « foi » (*Glauben* ou *fides*) revient en effet dans 8 réponses sur 11. Même si celui-ci est souvent accompagné des termes de « raison », « intellectuel » ou encore « science », le cœur de cette discipline est bien de l'ordre d'une adhésion personnelle à un système de croyance. La théologie serait aussi en ce sens la discipline paradoxale par excellence puisqu'elle envisage d'aborder par la méthode scientifique ce qui serait par définition de l'ordre de l'irrationnel. Mais la particularité de cette science réside dans les liens qu'elle entretient avec l'institution garante de ce système de croyance. L'étude scientifique de la foi ne doit en effet pas remettre en cause la validité et la cohérence de ce système. Comme évoqué précédemment, l'Église ne peut intervenir

directement dans le cas de publication de professeurs d'université d'État, néanmoins, elle peut leur retirer le droit d'enseigner. Lors du débat autour du Mémoire organisé à la faculté de Graz en mars 2011, celle qui était alors vice-rectrice et professeur d'Ancien Testament expliquait avoir dû constamment faire attention à ce qu'elle publiait pour conserver son « *placet* », surtout à l'époque où les femmes professeurs de théologie étaient encore rares. La liberté scientifique de la théologie semble donc réduite aux cadres du système de croyance défini par l'institution. Nous pourrions citer plusieurs exemples d'interdiction par l'Église d'événements scientifiques – par exemple, un colloque de théologie sur le genre et la sexualité en Allemagne en octobre 2011 – ou de professeurs frappés de l'interdit d'enseigner. Prise en étau entre les critiques des autres sciences qui ne la considèrent pas objective et l'institution religieuse qui la considère parfois trop objective, la théologie peine – et ce encore plus dans un contexte de sécularisation – à se trouver une identité stable pour résoudre un grand écart périlleux entre ces deux opposés. Mais l'on peut aussi considérer que la définition scientifique de la science religieuse devait bien amener à cette remise en cause de la théologie par elle-même. L'émergence de la « théologie systématique [...] qui appartient en propre au christianisme » (M. Weber, 1996 : 489) est l'un des premiers exemples cités par Max Weber dans son « Avant-propos » sur le processus de rationalisation du monde. En tant que tentative de rationalisation de l'objet religieux, la théologie ne peut manquer à un moment d'entrer en conflit avec l'institution qui demeure au niveau de la croyance. Ainsi le sociologue Franz-Xaver Kaufmann note-t-il que « les progrès de la science théologique, et plus particulièrement dans le champ de l'exégèse, dont les compétences et méthodes scientifiques profanes ne peuvent pas être mises en question par l'Église, ont amené au cours des dernières décennies à une avancée objective des théologiens, à l'opposé de la hiérarchie ecclésiale ou de son administration. Un état de fait, jusque-là réservé à certains théologiens et certains évêques mais qui ne concernait pas la relation de la théologie et de la hiérarchie en général » (F.-X. Kaufmann, 1973 : 131). L'avancée purement scientifique de cette discipline donnerait selon Kaufmann un avantage aux théologiens sur la hiérarchie qui ne suit pas la même évolution, et engendrerait ainsi petit à petit un conflit généralisé entre le champ théologique et la hiérarchie ecclésiale. François-André Isambert identifie cette évolution de l'exégèse comme un exemple de sécularisation interne du christianisme (P. Lassave, 2007 : 47). Sans doute pourrait-on voir une évolution similaire dans la théologie pastorale qui utilise de plus en plus les méthodes empiriques de terrain. Faut-il alors lire dans cet événement une nouvelle émancipation de la théologie de l'emprise de l'Église pour se définir comme science autonome ? On serait tenté d'acquiescer, et pourtant, le Mémoire cherche aussi parallèlement la reconnaissance de cette même institution. L'autonomie complète de ces deux champs du religieux pourrait aussi avoir pour corrélat une dé-rationalisation de l'institution religieuse qui ne s'appuierait plus sur la science religieuse pour valider son système de croyance.

La théologie comme charisme religieux ?

Le théologien est traditionnellement pour la sociologie des religions, comme nous l'avons rappelé, une catégorie de virtuose qui conjugue le charisme religieux avec celui de la connaissance. Dans l'histoire de la théologie catholique – et ce, contrairement à la théologie protestante – ces deux charismes étaient liés principalement par l'union des deux fonctions – prêtre et théologien. « Toute religiosité dotée d'une théologie systématique donne naissance en son sein à cette aristocratie de personnes qui disposent d'une formation et d'un savoir dogmatiques, et qui prétendent alors, à des degrés et avec des succès divers, être les porteurs (*Träger*) authentiques de cette religiosité. » (Weber, 1996 : 227). Mais dans la société sécularisée, deux changements d'envergure se font jour qui redéfinissent profondément la position du théologien dans l'Église et brouillent les catégories originelles. La première est celle de l'accès à ces connaissances par des individus qui ne sont traditionnellement pas définis comme virtuoses dans l'Église et la seconde – qui en est une conséquence que nous verrons dans le prochain paragraphe – est la perte du monopole de la connaissance par le clergé, et la perte du lien de corrélation entre position hiérarchique ecclésiale et connaissance.

Quel est le statut du théologien au XXI^e siècle ? Depuis les années qui ont suivi le concile, des laïcs toujours plus nombreux, puis des femmes à partir de 1970¹³ – aussi laïques – deviennent professeurs de théologie dans les universités catholiques. Les théologiens laïcs, contrairement aux prêtres ou religieux, ne sont pas des virtuoses au sens de Weber, en ce qu'ils ne se concentrent pas de manière exclusive sur la recherche des biens de salut, renonçant à toute autre position sociale. Eux-mêmes ne définissent en général pas leur métier par leur degré d'engagement dans l'Église, il ne s'agit donc pas dans ce sens d'une vocation exclusive, d'une consécration. Toutefois, si l'ascèse des consacrés n'est pas requise, l'Église leur demande d'observer strictement ses enseignements comme théoriquement tout croyant, d'où le caractère central à cet égard des situations matrimoniales. Ainsi une personne en situation de concubinage ne devrait pas recevoir le *placet* et pour un remariage après divorce, l'annulation pontificale est nécessaire. Ces conditions sont les mêmes pour tout salarié de l'Église, professeurs des écoles privées, assistant pastoral ou comptable. Toutefois nombre de théologiens aujourd'hui ne suivent pas ces enseignements, cohabitant sans être mariés, laissant à leurs enfants le choix du baptême, ou ne se rendant pas à la

13. L'Allemande Uta Ranke-Heinemann fut en 1970 la première femme à recevoir une chaire en théologie, à l'université de Essen. Mais elle lui fut retirée en 1987 pour une appréciation non canonique de la conception virginale. Il est intéressant de souligner que cette première femme professeure en théologie n'était pas une religieuse consacrée. Quant à la première soutenance d'habilitation d'un laïc de l'espace germanophone, elle eut lieu à l'université de Graz le 30 mars 1962 avec Johannes Baptist Bauer. La faculté de théologie de Graz a organisé en commémoration de cet événement une conférence le 26 juin 2012.

messe tous les dimanches. Ces éléments seront souvent l'objet de négociations internes avec les évêques locaux chargés de délivrer le *placet*. Un certain hiatus surgit donc dans la norme pensée par l'Église et ce que vivent les théologiens dans la pratique, ce qu'ils justifient le plus souvent par ce qu'Ernst Troeltsch appellerait une double éthique. Mais la théologie catholique elle-même a aussi perdu sa qualité de virtuosité religieuse au fil d'un long processus qui s'ouvre avec l'influence de la Réforme et qui se trouve accentué en régime de sécularisation. Dans ce contexte, la grâce ou l'inspiration apparaîtrait comme une dévalorisation de la qualité scientifique personnelle des théologiens. Ces derniers ne mettent plus leur réussite sur le compte d'un rapport particulier avec Dieu qui leur ouvrirait une meilleure compréhension de la révélation, mais sur celui de leur qualité scientifique et de leur travail personnel. Il s'agirait alors d'un désenchantement de la théologie dont tout élément irrationnel serait désormais banni.

L'enjeu de la connaissance dans le pouvoir religieux

Ils ne sont donc pas des virtuoses religieux mais possèdent le même niveau de connaissance que les virtuoses, voire plus. On l'a dit, les prêtres autrichiens doivent suivre le parcours de théologie à l'université pour être ordonnés. Ils sont donc, selon la terminologie autrichienne, *magister* en théologie, mais tout comme de nombreux laïcs qui travaillent pour l'Église. Ceux qui détiennent un doctorat ont par conséquent une formation plus élevée que la plupart des prêtres. Le capital de connaissance religieuse le plus élevé n'est donc plus réservé aux seuls virtuoses religieux. Or, cet état de fait ne satisfait pas tous les théologiens qui appartiennent de surcroît à la hiérarchie ecclésiale ; ainsi Yves Congar, dominicain, affirmait dans les années précédant le concile : « [Les laïcs] ne feront jamais de la théologie comme des prêtres, ils n'auront jamais exactement la même tradition qu'eux dans la tradition de l'Église. Non seulement le prêtre, conscient des tenants et des aboutissants pastoraux de ses réactions et de ses paroles, tiendra plus délicatement compte de tous les éléments et tâchera de les équilibrer, mais, ayant les charismes du sacerdoce, célébrant les mystères, il a davantage un contact vivant avec les réalités mêmes de la tradition. » (Y. Congar, 1953 : 431). De la même manière, on peut observer à Graz une distinction hiérarchique entre théologiens laïcs et consacrés. Lors de la procession de la Fête-Dieu, l'ordre du défilé communiqué dans le programme prévoit tout d'abord les « théologiens », qu'il faut comprendre comme étant les séminaristes, étudiants en théologie, puis « la faculté de théologie » avec les professeurs laïcs. La hiérarchisation entre ces deux types de théologie, laïque et presbytérale, est donc clairement mise en scène. Il ressort de cette situation une problématique liée, non seulement à la définition de la théologie comme science par rapport à l'institution religieuse, mais aussi au métier de théologien, dans un entre-deux mal défini autant dans le champ de la recherche scientifique que dans le champ religieux où le lien entre consécration et statut de théologien n'est pas réellement éclairci. Ce contexte de laïcisation

de la théologie professionnelle est typique du cas protestant où les pasteurs ne sont pas considérés comme des virtuoses. La connaissance y est un critère essentiel de hiérarchisation religieuse. Mais dans le contexte catholique traditionnel, le charisme de fonction – notamment par l'ordination et sa valeur mystique – occupe la première place et dissout en lui le charisme de la connaissance. Selon Weber : « Encore aujourd'hui, les laïcs partagent largement l'idée que le prêtre doit se montrer capable de comprendre et de croire plus que l'entendement de l'homme moyen ne saisit. » (M. Weber, 1996 : 277). Or justement, on ne peut plus considérer que les prêtres sont nécessairement, par leur charisme de fonction, les uniques détenteurs du savoir théologique. Une tension naît alors, autant dans les paroisses que dans le champ plus large de la théologie, sur le statut de ces laïcs théologiens dans le cadre de l'autorité religieuse, et sur leur position hiérarchique par rapport aux prêtres dans un contexte catholique qui ne distingue pas les charismes de fonction et de connaissance. Les critiques adressées aux théologiens – laïcs – sur leur prétendue « arrogance » semblent prouver que les croyants eux-mêmes n'apprécient pas ce flou dans la division des rôles de deux catégories traditionnellement réunies. De même, les laïcs employés par l'Église, notamment pour l'accompagnement spirituel, mettent en avant leur formation à cette tâche que les prêtres ne possèdent pas. Il s'agit donc bien d'une opposition entre l'aura intellectuelle et le charisme de fonction¹⁴. Serait-ce à dire que ce dernier ne serait plus crédible dans la société moderne rationalisée ?

Le point de tension se situe donc dans une reconfiguration des rôles dans le champ de la connaissance religieuse qui ne s'accompagne pas d'une même reconfiguration dans la hiérarchie de l'Église. L'appel des théologiens – en tant que théologiens et non pas en tant que prêtres le cas échéant – montre en miroir leur impuissance à influencer les décisions de l'Église puisqu'ils ont dû passer par la voie contestataire. Il s'opère donc une redéfinition de l'autorité religieuse qui ne prend plus en compte la détention de la connaissance. Il s'agit bien d'une perte du monopole de la connaissance religieuse par les virtuoses et d'une nouvelle division du travail, d'une partition entre le charisme religieux – voire de fonction – et la connaissance qui étaient auparavant unis. Car en effet, en conséquence de la perte du monopole de la connaissance par l'autorité religieuse, et pour ne pas que cette dernière soit remise en question, s'opère par l'institution une distinction des rôles et des qualités entre le savoir et le charisme religieux. Ainsi les instances décisionnelles de l'Église catholique sont-elles constituées pratiquement uniquement d'agents consacrés, ce qui engendre naturellement une nouvelle voie de revendication pour les détenteurs du savoir. Cette tendance apparaît autant dans le Mémorandum que dans le livre de Ledure qui s'interroge ainsi : « On ne comprend toujours pas pourquoi la curie romaine en reste à une

14. On peut le voir dans la présentation personnelle des accompagnateurs spirituels du diocèse de Graz-Seckau : <http://www.katholische-kirche-steiermark.at/glauben-feiern/spiritualitt/geistliche-begleiter-innen>

constitution monarchique autoritaire, quasi théocratique. » (Y. Ledure, 2010 : 62). Mais parallèlement, les étudiants et enseignants des facultés de théologie sont actuellement très majoritairement laïcs et c'est uniquement en continuant de détenir les postes clef des décisions théologiques institutionnelles que l'Église peut conserver le pouvoir sur le champ théologique.

Il est naturellement impossible de ne pas faire le lien entre le Mémorandum et un autre texte polémique dans l'Église germanophone : l'appel à la désobéissance des prêtres autrichiens (*Aufruf zum Ungehorsam*)¹⁵, écrit en juin 2011. Ces prêtres ont visiblement profité de la vague soulevée en janvier pour s'engouffrer dans la même direction. D'un point de vue sociologique, cela pose la question de l'obéissance qui serait une catégorie intéressante à développer dans le champ de la sociologie du pouvoir et de l'autorité. Cette crise à l'origine théologique, s'engageant sur des thèmes que l'on pourrait quasiment qualifier de « sociétaux », a donc déjà trouvé à s'élargir, si ce n'est du côté des laïcs, au moins du côté du clergé. « Le conflit pour l'autorité proprement religieuse entre les spécialistes (conflit théologique) et/ou le conflit pour le pouvoir à l'intérieur de l'Église conduit à une contestation de la hiérarchie ecclésiastique qui prend la forme d'une hérésie lorsque, à la faveur d'une situation de crise, la contestation de la monopolisation du monopole ecclésiastique par une fraction du clergé rencontre les intérêts anticléricaux d'une fraction des laïcs [...]. » (P. Bourdieu, 1971 : 322). Nous sommes encore loin de parler d'hérésie – puisque l'Église elle-même n'a pas ouvertement condamné ces prêtres –, en revanche il faut observer les conséquences de ces remises en cause de l'autorité ecclésiale et voir si ce mouvement protestataire trouvera à se poursuivre, éventuellement dans d'autres pays. Cette contestation interne à la théologie soulève donc plusieurs questions essentielles sur les recompositions du champ religieux, mais aussi une redéfinition de l'autorité religieuse en elle-même. Nous assistons donc sans conteste à une nouvelle division du travail religieux entre consacrés et laïcs, mais qui n'est possible sous cette forme que parce que dans les pays germanophones – ce qui est loin d'être le cas de tous les pays européens, notamment la France – la théologie est une matière des universités publiques, qui ouvre largement les chaires aux laïcs. Ce type de crise n'est donc peut-être finalement possible que dans des pays moins sécularisés, dans le sens d'une moindre séparation de l'Église et de l'État, ce qui permet une professionnalisation laïque de la théologie. Une étude comparative du statut de la théologie, mais aussi des étudiants en théologie eux-mêmes et de leurs motivations, en France et en Autriche, permettrait d'approfondir ce sujet. Sans doute faudrait-il aussi étudier de plus près les conséquences de la

15. Consultable sur le site d'origine sur www.pfarrer-initiative.at, diverses traductions y sont aussi disponibles.

redéfinition des rôles religieux entre laïcs et consacrés sur le terrain particulier des paroisses, à la manière de l'étude menée en France par Céline Béraud autour de la recomposition du rôle du prêtre (C. Béraud, 2007) ou par Albert Piette dans son ouvrage *La Religion de près* (1999), où ils identifient aussi – mais pour d'autres raisons que celle de la connaissance – les enjeux de pouvoir entre prêtres et laïcs dans les paroisses. Dans le cas de l'Autriche, un facteur additionnel est à prendre en compte : ces laïcs travaillant dans les paroisses ou les diocèses ne sont pas bénévoles mais employés par l'Église.

Isabelle JONVEAUX
Universität Graz Autriche/CEIFR
 Isabelle.jonveaux@uni-graz.at

Sources

- BUCHER Rainer, 2011, « Gehässig, Schweigen und wie weiter? Zum Zustand der deutschen katholischen Kirche. Beobachtungen im Umfeld des Memorandums », in Könnemann J., Schüller T., *Das Memorandum, Die Positionen im Für und Wider*, Herder Verlag, Freiburg im Breisgau.
- CONGAR Yves, 1954, *Jalons pour une théologie du laïc*, Le Cerf, Paris.
- HEIMBACH-STEINS Marianne, KRUIP Gerhard, WENDEL Saskia, 2011, *Kirche 2011: ein notwendiger Aufbruch Argumente zum Memorandum*, Herder Verlag, Freiburg im Breisgau.
- Contributions ou commentaires postés sur des sites internet :
<http://kath.net/>, consulté le 15/03/2011.
<http://www.memorandum-freiheit.de/>, consulté le 15/03/2011.
www.pfarrer-initiative.at, consulté le 20/09/2011.

Bibliographie

- ALBERT Jean-Pierre, 2011, « Érudition et mystique dans le monachisme chrétien », *Archives de sciences sociales des religions*, 154, p. 45-60.
- BARBIER-BOUVET Jean-François, VINSON Éric, 2010, *Laïcs théologiens, une porte encore étroite dans l'Église*, La Croix, 18/03/2010, consulté sur www.lacroix.com le 02/02/2012.
- BÉRAUD Céline, 2007, *Prêtres, diacres, laïcs. Révolution silencieuse dans le catholicisme français*, Paris, Presses universitaires de France.
- BOURDIEU Pierre, 1971, « Genèse et structure du champ religieux », *Revue française de sociologie*, 12-3, p. 295-334.
- DERICQUEBOURG Régis, 2007, « Max Weber et les charismes spécifiques », *Archives de sciences sociales des religions*, 137, p. 21-41.
- GAY Jean-Pascal, 2010, « Théologiens radicaux, théologies radicales ? Autour des pratiques d'écriture de théologiens francophones de la fin du XVII^e siècle », *Archives de sciences sociales des religions*, 150, p. 77-98.
- HIRSCHMAN Albert, 1970, *Exit, Voice, and Loyalty: Responses to Decline in Firms, Organizations, and States*, Cambridge, MA, Harvard University Press.

- KAUFMANN Franz-Xaver, 1973, *Theologie in Soziologischer Sicht*, Freiburg im Breisgau, Herder Verlag.
- KÖHLER Theodor, SCHWAIGER Bernard, 1996, *Wer studiert heute Theologie? Studienbeweggründe und Studienverläufe bei Theologiestudierenden. Eine Langzeitstudie*, Deutscher Studien Verlag, Weinheim.
- LASSAVE Pierre, 2007, « Ce que les Écritures saintes font à leur science », *Archives de sciences sociales des religions*, 139, p. 47-66.
- LASSAVE Pierre, 2011, *L'Appel du Texte*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- LEDURE Yves, 2010, *La rupture. Christianisme et modernité*, Paris, Lethielleux.
- LORETAN Adrian (dir.), 2004, *Theologische Fakultäten an europäischen Universitäten. Rechtliche Situation und theologische Perspektiven*, Münster, Lit Verlag.
- SCHULER Max, 1957, *Vorbilder und Führer, Schriften aus dem Nachlass*, Vern, Francke Verlag.
- SÉGUY Jean, 1972, « Histoire, sociologie, théologie », *Archives de sciences sociales des religions*, 34, p. 138-151.
- WEBER Max, 1996, *Sociologie des religions*, Paris, Gallimard, Collection « Tel », trad. Grossein J.-P.

Le Mémoire 2011

Révélateur d'une crise de la théologie catholique

Le Mémoire 2011, pétition signée par plusieurs centaines de professeurs de théologie de l'espace germanophone, peut s'analyser comme le révélateur d'une crise du statut de la théologie en régime de recomposition des rôles religieux. Le débat met en scène les différentes tendances de la théologie et les différentes positions selon le rôle occupé dans l'Église. Il ressort de cette polémique une crise d'identité de la théologie dans son statut scientifique et des théologiens dans le rôle que leur reconnaît l'Église. L'accès aux chaires de théologie par des laïcs hommes et femmes remodèle en effet la définition de l'autorité religieuse, entre charisme de fonction et connaissance.

Mots-clés : théologie, Autriche, modernité religieuse, laïc, autorité religieuse.

The 2011 Memorandum

Indicator of the catholic theology crisis

The "Memorandum 2011" is a petition signed by 300 theology professors in German speaking countries. The analysis of this text and the polemic it triggers reveals a crisis of theology status in a context of redefinition of religious roles. The result of this is an identity crisis of theology when it comes to its scientific status and of theologians in the role conceded to them by the Church. The possibility of lay people, men or women, to accede to chairs in theology redefine religious authority between rational-legal authority or knowledge authority.

Key words: theology, Austria, religious modernity, laymen and women, religious authority.

El Memorandum 2011

Revelador de una crisis de la teología católica

El Memorandum 2011, petición firmada por varias centenas de profesores de teología del espacio germanófono, puede ser analizado como el elemento revelador de una crisis del estatuto de la teología en un régimen de recomposición de los roles religiosos. El debate plantea las diferentes tendencias de la teología y las diferentes posiciones según el rol ocupado en la Iglesia. Surge de esta polémica una crisis de identidad de la teología en su estatuto científico y de los teólogos en el rol que les reconoce la Iglesia. El acceso a las cátedras de teología por laicos hombres y mujeres remodela en efecto la definición de la autoridad religiosa, entre carisma de función y conocimiento.

Palabras clave: teología, Austria, modernidad religiosa, laico, autoridad religiosa.